



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 29/04/2024

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AVENIR (GAEC DE L')

La Lardière des Landes

LE LONGERON

49710 SÈVREMOINE

Références : 2024_04_03 Rapport Inspection GAEC DE L'AVENIR

Code AIOT : 0054901139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement AVENIR (GAEC DE L') implanté La Lardière des Landes - LE LONGERON - 49710 SÈVREMOINE. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées ciblé sur la prévention des accidents en élevage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVENIR (GAEC DE L')
- La Lardière des Landes - LE LONGERON - 49710 SÈVREMOINE
- Code AIOT : 0054901139
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention accident élevage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 9 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 11 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Recensement des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | Sans objet |
| 2 | Accès véhicules à l'installation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | Sans objet |
| 3 | Moyens de lutte contre l'incendie et affichage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Sans objet |
| 4 | Installations électriques et réseau | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Sans objet |
| 5 | Consignes | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 | Sans objet |
| 6 | Travaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2 | Sans objet |
| 7 | Accès aux installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3 | Sans objet |
| 8 | Stockage et rétention | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | Sans objet |
| 10 | Isolement des réseaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 12 | Implantation et distances | Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-1 | Sans objet |
| 13 | Capacité | Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-3 | Sans objet |
| 14 | Transformation des fumiers | Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-5 | Sans objet |
| 15 | Contrôle et suivi du procédé de compostage | Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-6 | Sans objet |
| 16 | Utilisation du compost | Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-7 | Sans objet |
| 17 | Gestion des flux et autocontrôles | Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-8 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Réaliser la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets pour l'année 2023 ;
- Mettre en place des relevés mensuels sur l'ouvrage de prélèvements d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1^{er} janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>II. - L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1^{er} janvier 2024.</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.</p> <p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté sur son smartphone, un plan global de l'installation permettant de localiser les zones à risques et les moyens de lutte adaptés aux risques. Sur demande des services d'incendie et de secours, je vous rappelle que vous devez être en mesure de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>Une copie du plan doit être transmise au service d'inspection afin de mettre à jour le dossier d'autorisation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Accès véhicules à l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment</p> |

| |
|---|
| <p>l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'accès aux différentes parties de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes) est aisé et les chemins sont correctement empierrés et carrossables pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ; - par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'extincteurs portatifs à poudre sur l'ensemble de l'installation. Le dernier contrôle a été réalisé en mars 2023 par la société APS Services. Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle conformément à la réglementation en vigueur. Je vous rappelle que les moyens de défense interne doivent être adaptés aux risques à défendre (extincteurs au dioxyde de carbone à proximité des armoires/locaux électriques, et extincteur à poudre polyvalente à proximité des stockages de fioul/gaz). - La défense externe contre l'incendie est assurée par une réserve à incendie située à moins de 200 mètres du risque à défendre. Suite à la reprise de parcelles d'épandage à proximité de l'installation, un nouveau point d'eau est disponible pour renforcer la défense externe actuelle. Afin d'assurer l'intégration de ce nouveau point d'eau incendie, une demande de référencement doit être réalisée auprès du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Maine-et-Loire. |

| |
|---|
| <p>Il est préconisé de mettre en place une signalétique auprès des défenses externes pour indiquer l'accès au service de secours en cas de besoin.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les vannes de barrage gaz sont installées et identifiées dans un boîtier sous verre dormant sur l'ensemble des bâtiments d'élevage. - Les consignes de sécurité sont présentes dans les sas sanitaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Installations électriques et réseau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p>Constats :</p> <p>Le contrôle des installations électriques est réalisé annuellement par l'organisme de contrôle accrédité DEKRA. Quant au contrôle des citernes et du réseau de gaz, celui-ci est réalisé tous les 2 ans par le même organisme. Je vous rappelle que les anomalies constatées lors de ces contrôles doivent faire l'objet d'une remise en conformité.</p> <p>Les justificatifs des derniers contrôles réalisés doivent être transmis au service d'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Consignes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée : Consignes.</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; - les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; |

| |
|---|
| <p>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> |
| <p>Constats : L'installation dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels conformes aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail qui permet de respecter les dispositions de l'article susvisé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Travaux

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Travaux. Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants : - une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ; - la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ; - les moyens et consignes d'alerte. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R.4512-6 et suivants du Code du travail lorsque ce plan est exigé. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024.</p> |
| <p>Constats : L'installation dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels conformes aux articles R.4121-1 et suivants du Code du travail qui permet de respecter les dispositions de l'article susvisé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Accès aux installations

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Accès aux installations. L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2024.</p> |
| <p>Constats : De part la mise en place des mesures de biosécurité relatives aux élevages de volailles, l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Stockage et rétention

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> |

| |
|---|
| <p>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;</p> <p>- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;</p> <p>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</p> <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} novembre 2022.</p> <p>Constats :</p> <p>L'ensemble des produits liquides inflammables, ainsi que les autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement sont associés à une capacité de rétention.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|---|

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.</p> <p>Constats :</p> <p>Depuis le dernier contrôle en 2018, un local eau a été réalisé avec deux réserves tampons d'un volume global de 24 m³ et un système de traitement de l'eau. L'installation dispose de 3 compteurs volumétriques permettant d'alimenter les élevages de volailles et de bovins allaitants par l'intermédiaire de 2 réseaux distincts.</p> <p>À l'heure actuelle, un relevé des compteurs est réalisé uniquement dans le cadre du traitement de l'eau afin d'apporter les doses conseillées des produits de traitement utilisés. Je vous rappelle que vous devez réaliser un relevé mensuel afin de connaître la quantité d'eau prélevée annuellement, mais aussi pour prévenir les éventuelles fuites sur le réseau privé.</p> <p>L'ouvrage de prélèvements d'eau est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Isolement des réseaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie |
| Prescription contrôlée : IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1 ^{er} novembre 2022. Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions. |
| Constats : Sans objet pour les installations existantes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : |
| Constats : La déclaration annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac n'a pas été réalisée pour l'année 2023. Je vous rappelle qu'en application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, celle-ci doit être effectuée pour une année N avant le 31 mars N + 1. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 12 : Implantation et distances

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-1 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation (Annexes I et I bis). L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales à l'est et au nord de l'installation dans l'année qui suit la construction des nouveaux bâtiments. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la Préfecture avant leur réalisation. |
| Constats : - L'intégration paysagère prévue à l'est et au nord de l'installation a été réalisée suite à la construction des nouveaux bâtiments. - Concernant l'extension du bâtiment V2 projetée en 2019, celle-ci n'a pas été réalisée. |

| |
|--|
| - L'activité des canards sauvages est arrêtée. Il n'est pas envisagé de reprise de cette activité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Capacité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-3 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : La capacité maximale de l'élevage de volailles est de 149 000 animaux-équivalents. Le stockage de gaz en réservoir manufacturé est de plus de 6 tonnes mais inférieur à 50 tonnes. L'installation de compostage a une capacité supérieure à 3 tonnes jour, mais inférieur à 30 tonnes jour de matières à traiter. |
| Constats : Les capacités contrôlées le jour de l'inspection respectent les dispositions du présent article susvisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Transformation des fumiers

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-5 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des fumiers de volailles produit sur l'exploitation sont transformés en compost. L'installation comprend une aire de compostage en aération forcée de 288 m ² et une aire de maturation et stockage des composts de 432 m ² . A la fin de la phase de compostage, le compost subit une phase de maturation. |
| Constats : La zone de compostage couverte est constituée d'une aire de fermentation en aération forcée et d'une aire de maturation. L'ensemble des fumiers de volailles produit sur l'exploitation sont transformés en compost. Ils sont complétés par les effluents liquides de la fosse géomembrane et par du fumier de bovins afin d'obtenir un compost équilibré répondant aux critères de la norme NF U-44051. Au final, le compost produit sur l'installation est composé de 2/3 de fumiers de volailles et 1/3 de fumiers de bovins. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Contrôle et suivi du procédé de compostage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-6 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : Le procédé de traitement doit respecter les étapes présentées dans le dossier technique déposé, ainsi que la réalisation de l'ensemble des enregistrements. La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication ...). L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage et en particulier, les mesures des températures, le rapport C/N (carbone/azote), l'humidité, les périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains. Les mesures de températures sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire. La durée du compostage doit être indiquée sur chaque lot. Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une période minimum de 10 ans. Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation. |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté un tableau de suivi du compostage ; celui-ci indique pour chaque lot mis en compostage, la date de mise en place des fumiers en fermentation, les relevés de température réalisés quotidiennement, la durée du compostage, ainsi que la date de sortie des composts pour la mise en maturation.</p> <p>La fréquence des mesures de température est conforme au process de fabrication.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Utilisation du compost

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-7 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.225-1 à L.255-11 du Code Rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.</p> <p>Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L.225-1 à L.255-11 du Code Rural.</p> <p>À défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage décrites au 14°.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>- Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté les résultats de la dernière d'analyse réalisée en 2023. L'analyse montre un taux d'azote de 2,18 %, de P₂O₅ de 1,25 %, de K₂O de 1,9 %, un C/N de 8 et un taux de MS de 79,6 %. Ces critères agronomiques permettent au compost produit sur l'installation de rentrer uniquement dans la norme de commercialisation de type NFU 44-051.</p> <p>Je vous rappelle qu'au titre de la norme NF U44-051, pour un tonnage produit compris entre 350 et 3 500 t /an, vous devez réaliser au minimum 3 analyses par an sur les critères agronomiques et 2 analyses par an pour les éléments traces métalliques et les critères microbiologiques. Les indicateurs de traitement de compostage sont à vérifier 1 fois /an (E.Coli et Entérocoques). Les éléments à rechercher sont définis dans la norme NF U44-051.</p> <p>- Le jour du contrôle, vous nous avez évoqué votre intention d'incorporer des matières végétales afin d'augmenter le rapport C/N. Le mélange de matières végétales et animales ayant subi un procédé de compostage est défini dans la norme NF U44-051 et à ce titre, la dénomination de type 3a (Fumiers et/ou lisiers et/ou fientes compostés) mentionnée actuellement sur le marquage du produit fini, doit être remplacée par la dénomination de type 10 (Compost de matières végétales et animales). Vos obligations en matière d'analyse restent les mêmes.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 17 : Gestion des flux et autocontrôles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2014, article 3-8 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'assurer une traçabilité du produit transformé, l'exploitant tient un registre comportant <i>a minima</i> les informations suivantes pour les produits commercialisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • date de départ du site • nom, adresse et coordonnées du destinataire • nom du transporteur • quantité en tonnes ou/et en m³ • analyses réalisées. |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a justifié l'exportation des composts par la présentation de bons de livraison et de tickets de pesée. L'ensemble des informations permettant d'assurer une traçabilité du produit transformé sont reportées dans un tableau. Je vous rappelle que le registre de traçabilité doit comporter <i>a minima</i> les informations suivantes : la date de départ du site, les noms, adresses et coordonnées de l'expéditeur et du destinataire, le nom du transporteur et la quantité.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |